

Divers textes (novembre 2018)

^^^

« Gilets jaunes » : la démocratie directe en germe ?

mardi 20 novembre 2018

par [LieuxCommuns](#)



Tract Gilets jaunes : la démocratie directe en germe ?

Le mouvement populaire en cours, qu'il le sache ou non, défie toute l'organisation de la société et récolte un mépris officiel à la hauteur. Le surgissement de cette colère réveille des questions enfouies depuis si longtemps que leur simple formulation effraie. Pourtant la dégradation de la situation générale est telle qu'un choix s'impose entre le chaos qui s'avance et la reconquête, lente et laborieuse, d'une souveraineté véritablement collective.

La colère des « gilets jaunes » est authentiquement populaire

C'était immédiatement reconnaissable au mépris des médias et des politiciens : le bourrage de crâne des premiers pendant trois semaines était proportionnel à la fébrilité du petit personnel politique. Mouvement hors partis, hors syndicats, hors association, il démontre en acte le décalage profond entre toutes les institutions et la réalité du pays. Il ne peut donc qu'être la cible de tous les chefs, les bureaucrates, les arrivistes et tous leurs discours bien-pensants qui chantent la « démocratie » mais chouinent dès que le peuple se manifeste.

Cette auto-organisation générale contraste avec tous les mouvements précédents

Autant des mouvements-veto manipulés par les syndicats que des soubresauts récents (« pigeons », bonnets rouges, jour de colère) ou même les 'coordinations' des années 1986-88. Il semble plutôt reprendre timidement l'élan et les pratiques des mouvements ouvriers des XVIII-XXe siècles, aujourd'hui largement oubliés. Les 'réseaux sociaux' électroniques ne font donc que jouer le rôle d'un lien social disparu, mais qui pourrait réapparaître autour d'un projet politique. Des gens se manifestent, se rencontrent, se découvrent et tâtonnent pour se constituer en corps politique par l'action.

C'est un peuple sous les radars médiatiques qui s'est mobilisé

C'est la 'France périphérique', celle des grandes banlieues, de la semi-ruralité et des campagnes. Mais plus généralement celle des milieux modestes en voie de déclassement, pris en tenaille entre

l'oligarchie prédatrice et l'ensauvagement de l'espace public. Ce sont les petites gens, les sans-grade, les « sans-dents », la France « rance » et « moisie » dont aucun média imbibé de libéralisme et de gauchisme culturel au service des métropoles festives ne veut entendre parler. Ce sont tous ceux qui paient depuis quarante ans le prix fort de la 'mondialisation' : désindustrialisation, précarisation, désertification, insécurité sociale et culturelle, etc. C'est évidemment cet abandon qu'expriment épisodiquement paysans ou employés, artisans ou petits patrons, retraités ou chômeurs, policiers ou infirmières, en Creuse ou à Mayotte, en Corse ou en Bretagne, en Guyane ou dans les Vosges.

Les mots d'ordre initiaux sont simples : contre les prix élevés, les taxes et l'incurie gouvernementale

Ils reflètent cet univers abandonné par tous les gouvernements depuis des décennies et qui n'a plus que son bon sens pour s'orienter au jour le jour. Ils proviennent du monde de ceux qui ont renoncé, depuis les deux guerres mondiales, à transformer la société et se sont résignés à se conformer au modèle qui s'est imposé : ils jouent le jeu du salariat, de l'impôt, du crédit, de la consommation, de la voiture, de la télé et de la passivité politique « républicaine ». En échange, l'oligarchie garantissait l'augmentation du niveau de vie, la société de consommation, la sécurité et la paix. Ce contrat social, sur chaque point, se défait, et provoque un ras-le-bol latent à la fois viscéral et diffus mais conservateur puisque visant à revenir à une situation antérieure jugée comme 'normale'.

C'est la colère d'un peuple qui commence à comprendre que ce contrat social ne sera plus tenu

Que sa part, réelle et symbolique, diminue au fil des années au profit de tous ces milieux qui ont décidé de rompre ce qui faisait tenir la société ensemble. Ni l'abondance, ni la sécurité ne semblent plus assurées. C'est le grand patronat qui pille le pays et saigne à blanc les salariés ; c'est l'oligarchie médiatique et politique qui accompagne en souriant le chaos social, culturel et écologique ; ce sont les classes aisées urbaines et leur haine politiquement correcte du populo. Et ce sont évidemment tous les bénéficiaires choyés du prétendu « multiculturalisme » ; élus clientélistes, indigénistes revanchards, communautaristes racistes, islamistes sécessionnistes, gangs barbares, mafias internationales, faux réfugiés, etc. Ces prédateurs et opportunistes de partout et de nulle part escroquent les finances publiques et la solidarité générale pour asseoir leurs dominations sur plus pauvres, ou plus scrupuleux, qu'eux.

Plus profondément, nous assistons à la transformation profonde des sociétés contemporaines

Les couches dominantes et la finance internationale ne rencontrent aujourd'hui plus de résistances populaires conséquentes. Elles prennent des réflexes féodaux, impériaux, orientaux en instrumentalisant les migrations massives, les intégrismes et la voyoucratie pour diviser et terroriser les populations afin d'anéantir toute volonté et toute visée d'auto-détermination des peuples. Et il y a, en toile de fond, la dévastation écologique qui condamne, de toute façon, la société de consommation et le mode de vie qui l'accompagne, et qu'annonce la fin du pétrole à plus ou moins long terme. L'oligarchie se sert évidemment de la « transition énergétique » pour accroître les inégalités et affermir sa domination, interdisant toute solution durable. La situation, absolument nouvelle, est similaire à l'échelle européenne et mondiale.

Les mouvements populaires plus ou moins radicaux ont donc un avenir certain

Un nouvel ordre mondial s'installe, qui balaie la solidarité collective, le cadre national, l'abondance énergétique et le consumérisme pour tous. Face à cela, des réactions instinctives de survie surgissent un peu partout, aboutissant au « populisme », sous diverses formes aux États-Unis, en Angleterre, en Grèce, en Allemagne, au Brésil, etc. Ces crises de régime peuvent aboutir à des mesures ponctuelles : relance de la croissance, redistribution relatives des richesses, limitation des privilèges médiatiques, fermeté migratoire ou juridique, etc. Mais elles ne feront que repousser l'échéance en faisant perdurer et miroiter un mode de vie qui n'est pas généralisable à toute la planète. Il n'est pas viable, à terme, ni économiquement, ni énergétiquement, ni écologiquement, ni culturellement. Il n'existe aucune 'solution cachée' : il n'y a que les peuples qui pourraient inventer de réelles alternatives.

Nous devons nous confronter aux vraies contradictions qui nous traversent

Quels que soient les démagogues portés au pouvoir, les problèmes de fond resteront inchangés car les désirs des populations sont aujourd'hui intenable. On ne peut pas vouloir du pétrole, du gaz ou du charbon en abondance sans composer avec les dictatures qui nous les vendent. Il n'est pas possible d'exiger un niveau de vie croissant tout en dénonçant des catastrophes écologiques ou des immigrations massives. Lorsque l'on fait grandir des enfants entourés d'écrans et de gadgets technologiques il ne sert à rien de déplorer la montée de l'analphabétisme, des pathologies mentales et du désert social. Enfin, revendiquer plus de démocratie n'a de sens que si le divertissement passe enfin derrière la réflexion, la délibération et l'action politique. Ces attitudes contradictoires, les nôtres, sont le terreau de tous les bonimenteurs.

Depuis plusieurs années, quelques courants évoquent la démocratie directe

C'est effectivement la seule manière pour le peuple de s'occuper de ses propres affaires et d'abord de se confronter à lui-même, à ses lâchetés, à ses responsabilités, à ses choix. Mais cela ne se fera jamais du jour au lendemain, sinon au profit de quelques manipulateurs comme tous les milieux politiques en secrètent naturellement. La démocratie ne peut que partir de la base, s'enraciner dans une auto-organisation populaire pratiquée au quotidien, dans la durée. Des mouvements, trop éphémères, inventent d'autres pratiques politiques comme la tenue d'assemblée générale, la rotation des tâches, le tirage au sort, le mandat direct ou la révocation des délégués. Il est donc question de l'émergence d'une nouvelle culture politique populaire, de l'apparition de nouvelles formes politiques, de l'avènement d'une autre manière de faire société.

S'engager dans la voie de l'auto-gouvernement, c'est travailler sur le long terme

C'est être capable de survivre à la médiatisation, à la récupération, au sabotage, à la menace et à la répression y compris indirecte. Mais c'est, avant tout, parvenir à se reconstituer comme un corps politique, face à l'atomisation sociale, la confusion idéologique, la fragmentation ethno-religieuse et le découragement. Les risques d'affrontements violents sont réels et iront grandissant. Ils n'auront de sens que selon une ligne explicitement politique : il s'agit de séparer ceux qui veulent reprendre le projet d'émancipation individuel et collectif dont la France, l'Europe, l'Occident sont encore porteurs, de ceux qui cherchent à priver les peuples des moyens d'agir sur leurs destinées au profit d'intérêts particuliers.

Lieux Communs

19-20 novembre 2018

Site Lundimatin

<https://lundi.am/Rejouissons-nous-camarades>

Réjouissons nous camarades !

« **Camarades nous sommes l'arrière-garde : quelle joie ! Quel bonheur !** »

[lundimatin#166](#), le 21 novembre 2018

Signé X, l'un de nos contributeurs irréguliers, nous a fait parvenir ce billet de bonne humeur. Si notre rédaction n'est pas certaine de partager son enthousiasme, son point de vue nous est apparu rafraîchissant.

Aujourd'hui n'est pas un jour comme les autres, aujourd'hui les braves gens sont partis bloquer l'économie. Nous pouvons enfin écouter la radio. On y parle d'un bordel monstre ni ami, ni ennemi, pour lequel nous n'avons pas dû nous lever à 6 heures, aller en prison ou à l'hôpital. Aujourd'hui en zieutant BFM au kebab nous n'entendrons pas comment les nôtres se sont faits écraser, nos victoires oubliées, nos messages transformés. Nous n'entendrons pas le débat sur la violence, nous n'entendrons pas parler de division entre bons et mauvais manifestants, ni d'ultra-gauche ou de mouvance anarcho-autonome. Non.

Aujourd'hui, nous aurons plaisir à entendre que des policiers ont été blessés par des automobilistes-fous, que d'obscurs périphériques de province sont occupés par les canapés de la classe moyenne. Que les axes principaux sont bloqués, que rien ne passe, et que l'auto-organisation est passée dans le champ lexical de France Info. Que le mouvement citoyen est passé à l'action directe, que les barricades prennent feu et que nous n'y sommes pour rien.

Aujourd'hui n'est pas un jour comme les autres, nous écoutons comment les bons français partent au front à notre place, et de bon cœur, comme en quarante.

Tout cela va fort bien. Que la France des profondeurs découvre donc le gaz et la matraque, qu'elle fasse un petit stage de remise à niveau des violences policières. Et ce jusqu'à ce que nous n'entendions plus un seul d'entre eux dire « la police avec nous ».

Assez de mépris camarade, les gilets jaunes c'est la foule, la multitude incohérente et volontaire, masse populaire dans sa majesté magnifique et dégueulasse.

Alors quoi ? Qu'ils se radicalisent ! Qu'ils usent leurs forces contre l'ordre au lieu de les user contre nous (et vice versa), que tout ce petit monde s'épuise ensemble. Pour nous aujourd'hui, c'est relâche. Les terribles gilets jaunes sont en passe de réussir ce que les syndicalistes et les partis ne sont plus à même de réussir et ce que nous n'avons pas la force de faire seuls. Parfait, leur colère va au delà des taxes et leur mobilisation au delà des gilets. De manière spontanée et décentralisée, on voit fleurir une force pyromane, ingouvernable et déterminée. On croirait voir le printemps revenir ou alors en avance, « y a plus de saisons » c'est bien connu. Partout, des actes de violences et de non-violence, et cerise sur le gâteau : convergeant vers ce slogan inespéré « Bloquons tout ! » La masse apolitique, la masse des exclus devient l'avant-garde, grand bien lui fasse ! Ainsi non

seulement nous pourrions caresser le rêve de sortir vivants de la révolution, mais ça nous fera un petit paquet d'ennemis en moins.

A tous les nôtres : attention, dehors ça sent le cramé, allons-y pour le moment en ballade, en observation, en touristes. Profitons d'être bousculé.es par les événements : la cristallisation du désir et de la colère de masse. Laissons-les s'entre-tuer un peu (les flics et les fachos) mais préparons-nous à nous lancer bientôt dans la bataille sans nous méfier du *lumpenprolétariat*, cette force de désir.

Camarades la brèche s'ouvre et une chance historique nous est offerte.
Camarades nous sommes l'arrière-garde : quelle joie ! Quel bonheur !

Signé X

^^

<https://lundi.am/Depuis-samedi-nous-nous-sentons-un-peu-moins-seuls-et-un-peu-plus-heureux>



« Depuis samedi, nous nous sentons un peu moins seuls et un peu plus heureux »

Que pensent les gilets jaunes ?

paru dans [lundimatin#166](#), le 21 novembre 2018

Bonjour,

J'ai 57 ans et je suis employé dans une PME en Seine-Maritime. Je ne suis pas un de vos lecteurs mais il s'avère que mes enfants vous lisent régulièrement et qu'après de longues heures de discussion (et d'engueulades) ce dimanche, ils m'ont convaincu de rédiger et de vous envoyer ces quelques réflexions sur le mouvement des gilets jaunes auquel je suis heureux et fier d'appartenir.

[Photos : Jean-Pierre Sageot]

Pour commencer, je tiens à dire que ce qui suit n'est que mon avis et mon regard sur le mouvement. Il est influencé par ce que j'ai vu et ce dont j'ai discuté tant avec des amis qu'avec mes enfants donc. Contrairement à tous les médias qui tentent de nous ausculter depuis deux jours, je ne prétends pas dire la vérité sur ce mouvement qui est composé de nombreuses personnes très différentes avec des idées différentes, des objectifs différents et probablement des rêves très différents. Ce que nous avons en commun, c'est notre ras-le-bol et notre action. C'est à la fois beaucoup et très peu mais il s'avère que désormais, on existe.

Avant même que nous agissions, la plupart des médias et de nombreux politiciens nous ont décrit comme des gros balourds anti-écologiques qui voulaient préserver le droit à polluer tranquille. Sur quelle planète pensent-ils que nous vivons ? Contrairement à eux, nous avons les pieds sur terre. Non, nous ne réclamons pas le droit à polluer chaque jour un peu plus une planète déjà bien mal en point. Ce que nous refusons c'est ce chantage dégueulasse qui consiste à faire peser sur nos épaules la responsabilité du carnage écologique et son coût. Si la planète est dans cet état, si on n'est même pas certains que nos petits enfants y survivront, c'est pas parce que nous utilisons notre voiture pour aller au boulot mais parce que des entreprises, des dirigeants et des hommes politiques ont jugé pendant des années qu'il fallait mieux faire tourner l'économie à toute blinde plutôt que de se préoccuper des animaux qui disparaissent, de notre santé, de notre avenir. C'est d'ailleurs ce qu'ils continuent de faire en nous faisant les poches pour financer une pseudo transition écologique pas du tout à la hauteur des enjeux. Ces gens se sont décrédibilisés dans à peu près tous les domaines mais quand il est question de l'écologie et de la survie de l'humanité, là, il faudrait leur faire confiance ? À d'autres.

Certains disent que nous bloquons tout pour pouvoir mieux redémarrer le lendemain. C'est pas vrai. En tous cas, ce n'est pas mon cas. Ce que nous bloquons, c'est notre vie quotidienne. Les départementales, les nationales, les zones commerciales. Nous bloquons le train-train de notre propre vie. A Paris, les gilets jaunes ont voulu bloquer Disneyland aujourd'hui, la police les en a empêché et ils ont donc décidé de seulement rendre le parking gratuit. Quand tu vas à Disneyland et que tu apprends en arrivant que tu vas devoir payer 20€ [1] juste pour pouvoir te garer, tu penses quoi ? Les gilets jaunes ils ont pensé que c'était du racket et l'ont rendu gratuit pour tout le monde. Que tu sois pour ou contre Disneyland, t'es pour que le parking de Disneyland soit gratuit.

Sur les blocages, il y avait des syndicalistes plutôt sympas mais qui passaient leur temps à dire à qui voulait les entendre qu'il fallait s'en prendre aux patrons, s'organiser sur nos lieux de travail, etc. Ils ont certainement raison mais le problème c'est que nous ne travaillons pas tous dans de grandes usines ou de grosses entreprises dans lesquelles le rapport de force nous permet de faire pression pour que nos salaires augmentent. Beaucoup d'entre nous sont simples employés, auto-entrepreneurs, chômeurs, etc. Le patron que nous avons par contre tous en commun, c'est Macron, c'est donc lui qu'on veut faire plier.

Après, oui c'est vrai que bloquer le pays ce n'est pas forcément révolutionnaire et pour tout dire, je ne suis pas bien certain de savoir ce que ça pourrait vouloir dire aujourd'hui de faire la révolution. D'un côté, il y a tellement de choses qui nous étouffent, nous asservissent, nous abêtissent et nous rendent globalement malheureux mais de l'autre il y a un mode de vie qui nous tient et auquel on tient. La famille, les barbecues avec les amis, les collègues de travail, ça peut paraître futile mais désolé, non, on ne passe pas nos soirées à regarder Arte et nos week-ends à aller au musée. D'ailleurs, je suis pas un spécialiste de l'Histoire mais je crois pas qu'en 1789 ou en 1968, les manifestants savaient précisément ce qu'ils voulaient et la direction qu'ils voulaient prendre avant que les événements commencent. Je suis peut-être trop optimiste mais je pense qu'il faut que nous nous fassions confiance.

Après, je comprends que ce flou, cet inconnu, fasse peur à certains. Beaucoup de gens dans mon entourage n'ont pas voulu rejoindre les gilets jaunes car ils disaient que c'était un truc de fachos manipulé par le Front National. Sauf que ce n'est pas le cas, ils sont nombreux les politiciens qui voudraient récupérer le mouvement, le FN en première ligne (et Mélenchon pas loin derrière) mais

pour l'instant aucun n'y arrive. Entendons-nous bien, je ne dis pas qu'ils n'y arriveront pas mais si cela arrive ce sera le cancer qui tuera le mouvement. Et oui, j'ai vu à la télévision qu'il y avait eu des actes et des insultes intolérables contre des homosexuels et des personnes d'origine étrangère, ça me révolte comme tout le monde mais c'est dégueulasse d'en faire ses choux gras pour amalgamer tout le monde et sous-entendre que lorsqu'on est « populaire » on est forcément bêtes et méchants. J'ajoute qu'aux deux blocages auxquels j'ai participé, le rond-point d'accès à toute une zone industrielle et toutes les entrées de la plus grande zone commerciale de la région, il n'y a pas eu d'incidents si ce n'est quelques prises de bec parfois un peu violentes verbalement avec quelques automobilistes qui en avaient marre d'attendre et faisaient franchement la gueule. Oui il y a bien des racistes et des abrutis sur les blocages mais c'est à nous qu'il revient de mettre les points sur le i avec eux, pas aux éditorialistes bien au chaud sous les projecteurs de leurs plateaux télé. Leur petit avis sur tout, on s'en fout.

On a aussi dit que la police était de notre côté. Ce n'est pas vrai. La preuve c'est que lorsque des gilets jaunes ont voulu se rendre à l'Élysée, ils en ont été empêchés par des fonctionnaires de police. Ce qui ne veut pas dire que les policiers qui les ont aspergés avec des gaz lacrymogènes sont des fidèles de Macron et pour le moment on peut dire qu'ils ont été plutôt courtois, mais quand le gouvernement leur dira de taper, quand nous serons 100 000, et pas 1 000, que feront-ils ?

Pour finir je voudrais revenir et rendre hommage à la dame qui est morte samedi matin en Savoie. C'est vraiment tragique, pour elle, sa famille mais aussi pour l'automobiliste qui a simplement paniqué selon ce que disent les médias. Evidemment que cela n'aurait jamais dû arriver et que ça en dit long sur notre niveau d'improvisation. Il faut donc tout faire pour que nous soyons toujours mieux organisés et que le pire soit évité (en Moselle par exemple, ils avaient bloqué toute la largeur de l'autoroute avec des pneus, qu'en plus ils ont enflammé. Ca a eu le mérite de dissuader quiconque voudrait forcer un barrage en voiture et l'autoroute n'a pas pu réouvrir le soir même). Par contre, utiliser cet accident pour essayer de discréditer le mouvement et dissuader les gens de nous rejoindre, c'est le comble du cynisme. Il y a plus de 300 morts par mois sur les routes en France, si je voulais être aussi cynique que nos dirigeants, je leur demanderais combien de morts ont été épargnés par notre journée de blocage et de combien baisseraient les particules fines si nous bloquions tout un mois.

Les gouvernants et les journalistes peuvent bien se moquer de nous en nous voyant bloquer les ronds points en dansant la queue leuleu mais depuis samedi nous nous sentons un peu moins seuls et un peu plus heureux.

^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^^

<https://lundi.am/Le-pouvoir-est-logistique-Bloquons-tout>

Le pouvoir est logistique. Bloquons tout ! »

Mais que font les gilets jaunes ?

paru dans [lundimatin#166](#), le 21 novembre 2018

Depuis dix jours que chaque journal, chaque JT, chaque émission et aussi bien chaque site militant se perd en sociologismes creux sur « qui sont les gilets jaunes ? », en ventriloquie

désolante sur « ce que disent les gilets jaunes ? », en fines spéculations sur « ce que veulent les gilets jaunes ? », il n'y a personne pour se pencher sur ce que *font* les gilets jaunes. Il est vrai que se pencher sur ce que les gens *font* n'est dans l'intérêt d'aucun de ceux dont la prospérité est fonction de la passivité générale. Or l'évidence est que « les gens », dans cette époque, lorsqu'ils rentrent en action, *bloquent*. Ils bloquent les flux qui maintiennent en vie le réseau redondant de la métropole universelle. Les éternels trotskystes qui *font* profession d'appeler sans fin et sans effet à la grève générale en sont une nouvelle fois pour leurs frais. Les gens ne *font pas* grève, ils *bloquent*. Mais le plus cruel pour tous ces militants qui ne cessent d'enjoindre « le peuple » au mouvement quand il est devant sa télé pour mieux le dauber quand il commence à s'organiser, c'est que cette façon d'aller bloquer les axes de communication, les entrepôts, les centres commerciaux, les centres de loisir, ne répond à aucun appel central, à aucun chef, à aucune idéologie : bloquer s'impose comme une évidence - exactement comme faire grève, dans une autre phase du capital, relevait de l'évidence.

N'importe quel opposant sud-américain nous dira que nous enfonçons là des portes ouvertes, tant cela fait des décennies que bloquer les routes est le premier geste spontané de quiconque se met en mouvement sur ce continent-là ; et peut-être précisera-t-il que la valeur politique de ce geste est elle-même sujette à caution, vu que c'est par un blocus organisé des axes de communication du pays que l'extrême-droite chilienne a préparé le terrain au renversement d'Allende, et que c'est d'ailleurs grâce au système Cybersyn, le premier projet étatique de cybernétisation d'une entière société, qu'Allende put contourner ce blocus, mais c'est une autre histoire... Pour ce qui est de l'Hexagone, l'apparition du mot d'ordre « bloquons tout ! », qui donne son nom à tant de groupes facebook des dernières semaines, remonte à 2006 durant la lutte contre le CPE (Contrat Première Embauche) ; c'était le cri de ralliement de la fraction la plus « radicale » du mouvement d'alors. Le Comité invisible ayant produit une analyse assez honnête de ce qu'il en est de cette question et de cette évidence du blocage dans le chapitre d'*À nos amis* (2014) intitulé « Le pouvoir est logistique. Bloquons tout ! », il ne nous a pas semblé inutile de le reproduire ici, au vu des circonstances. On peut faire grief, superficiellement, aux gilets jaunes de tout bloquer pour que tout continue comme avant, de s'organiser pour continuer de jouir de la catastrophe avérée qu'est la civilisation capitaliste jusqu'à la dernière goutte de gasoil. On peut aussi s'attacher au pressentiment dont certaines pratiques sont l'expression : et ce pressentiment est sans aucun doute que nous allons dans le mur, qu'il faut impérativement arrêter la machine, que *mettre à l'arrêt cette société est la seule façon d'engager la nécessaire bifurcation*. Et que c'est à nous de le faire, là, maintenant, puisqu'aucune élection, aucune nouvelle politique, aucun changement du personnel gouvernemental n'y changera jamais rien. Bonne (re)lecture, donc !

« Le pouvoir est logistique. Bloquons tout ! »



1. Que le pouvoir réside désormais dans les infrastructures.
2. De la différence entre organiser et s'organiser.
3. Du blocage.
4. De l'enquête.

1. Occupation de la Kasbah à Tunis, de la place Syntagma à Athènes, siège de Westminster à Londres lors du mouvement étudiant de 2011, encerclement du parlement à Madrid le 25 septembre 2012 ou à Barcelone le 15 juin 2011, émeutes tout autour de la Chambre des députés à Rome le 14 décembre 2010, tentative le 15 octobre 2011 à Lisbonne d'envahir l'Assemblée da República, incendie du siège de la présidence bosniaque en février 2014 : les lieux du pouvoir institutionnel exercent sur les révolutionnaires une attraction magnétique. Mais lorsque les insurgés parviennent à investir les parlements, les palais présidentiels et autres sièges des institutions, comme en Ukraine, en Libye ou dans le Wisconsin, c'est pour découvrir des lieux vides, vides de pouvoir, et ameublés sans goût. Ce n'est pas pour empêcher le « peuple » de « prendre le pouvoir » qu'on lui défend si féroce de les envahir, mais pour l'empêcher de réaliser que le pouvoir *ne réside plus dans les institutions*. Il n'y a là que temples désertés, forteresses désaffectées, simples décors – mais véritables *leurres à révolutionnaires*. L'impulsion populaire d'envahir la scène pour découvrir ce qu'il se passe en coulisse a vocation à être déçue. Même les plus fervents complotistes, s'ils y avaient accès, n'y découvriraient aucun arcane ; la vérité, c'est que le pouvoir n'est tout simplement plus cette réalité théâtrale à quoi la modernité nous a accoutumés.

La vérité quant à la localisation effective du pouvoir n'est pourtant en rien cachée ; c'est seulement nous qui refusons de la voir tant cela viendrait doucher nos si confortables certitudes. Cette vérité, il suffit de se pencher sur les billets émis par l'Union européenne pour s'en aviser. Ni les marxistes ni les économistes néo-classiques n'ont jamais pu l'admettre, mais c'est un fait archéologiquement établi : la monnaie n'est pas un instrument économique, mais une réalité essentiellement *politique*. On n'a jamais vu de monnaie qu'adosée à un ordre politique à même de la garantir. C'est pourquoi, aussi, les devises des différents pays portent traditionnellement la figure personnelle des empereurs, des grands hommes d'état, des pères fondateurs ou les allégories en chair et en os de la nation. Or qu'est-ce qui figure sur les billets en euros ? Non pas des figures humaines, non pas des insignes d'une souveraineté personnelle, mais des ponts, des aqueducs, des arches – des architectures impersonnelles dont le cœur est vide. La vérité quant à la nature présente du pouvoir, chaque Européen en a un exemplaire imprimé dans sa poche. Elle se formule ainsi : *le pouvoir réside*

désormais dans les infrastructures de ce monde. Le pouvoir contemporain est de nature architecturale et impersonnelle, et non représentative et personnelle. Le pouvoir traditionnel était de nature représentative : le pape était la représentation du Christ sur Terre, le roi, de Dieu, le Président, du peuple, et le Secrétaire Général du Parti, du prolétariat. Toute cette politique personnelle est morte, et c'est pourquoi les quelques tribuns qui survivent à la surface du globe amusent plus qu'ils ne gouvernent. Le personnel politique est effectivement composé de clowns de plus ou moins grand talent ; d'où la réussite foudroyante du misérable Beppe Grillo en Italie ou du sinistre Dieudonné en France. à tout prendre, eux au moins savent vous *divertir*, c'est même leur métier. Aussi, reprocher aux politiciens de « ne pas nous représenter » ne fait qu'entretenir une nostalgie, en plus d'enfoncer une porte ouverte. Les politiciens ne sont pas là pour ça, ils sont là pour nous distraire, puisque le pouvoir est ailleurs. Et c'est cette intuition juste qui devient folle dans tous les conspirationnismes contemporains. Le pouvoir est bien ailleurs, ailleurs que dans les institutions, mais il n'est pas pour autant caché. Ou s'il l'est, il l'est comme la *Lettre volée* de Poe. Nul ne le voit parce que chacun l'a, à tout moment, sous les yeux – sous la forme d'une ligne haute tension, d'une autoroute, d'un sens giratoire, d'un supermarché ou d'un programme informatique. Et s'il est caché, c'est comme un réseau d'égouts, un câble sous-marin, de la fibre optique courant le long d'une ligne de train ou un *data center* en pleine forêt. Le pouvoir, c'est l'organisation même de ce monde, ce monde ingénié, configuré, *designé*. Là est le secret, *et c'est qu'il n'y en a pas*.

Le pouvoir est désormais immanent à la vie telle qu'elle est organisée technologiquement et mercantilement. Il a l'apparence neutre des équipements ou de la page blanche de Google. Qui détermine l'agencement de l'espace, qui gouverne les milieux et les ambiances, qui administre les choses, qui gère les accès – gouverne les hommes. Le pouvoir contemporain s'est fait l'héritier, d'un côté de la vieille science de la police, qui consiste à veiller « au bien-être et à la sécurité des citoyens », de l'autre de la science logistique des militaires, l'« art de mouvoir les armées » étant devenu art d'assurer la continuité des réseaux de communication, la mobilité stratégique. Tout à notre conception langagière de la chose publique, de la politique, nous avons continué à débattre tandis que les véritables décisions étaient exécutées *sous nos yeux*. C'est en structures d'acier que s'écrivent les lois contemporaines, et non avec des mots. Toute l'indignation des citoyens ne peut que venir heurter son front hébété contre le béton armé de ce monde. Le grand mérite de la lutte contre le TAV en Italie est d'avoir saisi avec tant de netteté tout ce qu'il se jouait de politique dans un simple chantier public. C'est, symétriquement, ce que ne peut admettre aucun politicien. Comme ce Bersani qui rétorquait un jour aux No TAV : « Après tout, il ne s'agit que d'une ligne de train, pas d'un bombardier. » « Un chantier vaut un bataillon », évaluait pourtant le maréchal Lyautey, qui n'avait pas son pareil pour « pacifier » les colonies. Si partout dans le monde, de la Roumanie au Brésil, se multiplient les luttes contre de grands projets d'équipement, c'est que cette intuition est elle-même en train de s'imposer.

Qui veut entreprendre quoi que ce soit contre le monde existant doit partir de là : la véritable structure du pouvoir, c'est l'organisation matérielle, technologique, physique de ce monde. *Le gouvernement n'est plus dans le gouvernement*. La « vacance du pouvoir » qui a duré plus d'un an en Belgique en atteste sans équivoque : le pays a pu se passer de gouvernement, de représentant élu, de parlement, de débat politique, d'enjeu électoral, sans que rien de son fonctionnement normal n'en soit affecté. Identiquement, l'Italie va depuis des années maintenant, de « gouvernement technique » en « gouvernement technique », et nul ne s'émeut que cette expression remonte au Manifeste-programme du Parti politique futuriste de 1918, qui incuba les premiers fascistes.

Le pouvoir, désormais, est l'ordre des choses même, et la police chargée de le défendre. Il n'est pas simple de penser un pouvoir qui consiste dans des infrastructures, dans les moyens de les faire fonctionner, de les contrôler et de les bâtir. Comment contester un ordre qui ne se formule pas, qui se construit pas à pas et sans phrase. Un ordre qui s'est incorporé aux objets mêmes de la vie quotidienne. Un ordre dont la constitution politique est sa constitution matérielle. Un ordre qui se donne moins dans les paroles du président que dans le silence du fonctionnement optimal. Du temps où le pouvoir se manifestait par édits, lois et règlements, il laissait prise à la critique. Mais on ne critique pas un mur, on le détruit ou on le tague. Un gouvernement qui *dispose* la vie par ses instruments et ses aménagements, dont les énoncés prennent la forme d'une rue bordée de plots et surplombée de caméras, n'appelle, le plus souvent, qu'une destruction elle-même sans phrases. S'attaquer au cadre de la vie quotidienne est de ce fait devenu sacrilège : c'est quelque chose comme violer sa constitution. Le recours indiscriminé à la casse dans les émeutes urbaines dit à la fois la conscience de cet état de choses, et une relative impuissance face à lui. L'ordre mutique et inquestionnable que matérialise l'existence d'un abribus ne gît malheureusement pas en morceaux une fois celui-ci fracassé. La théorie de la vitre brisée est encore debout quand on a brisé toutes les vitrines. Toutes les proclamations hypocrites sur le caractère sacré de l'« environnement », toute la sainte croisade pour sa défense, ne s'éclairent qu'à la lueur de cette nouveauté : *le pouvoir est lui-même devenu environnemental, il s'est fondu dans le décor.* C'est lui que l'on appelle à défendre dans tous les appels of ciels à « préserver l'environnement », et non les petits poissons.

2. La vie quotidienne n'a pas toujours été *organisée*. Il a fallu pour cela, d'abord, démanteler la vie, en commençant par la ville. On a décomposé la vie et la ville en *fonctions*, selon les « besoins sociaux ». Le quartier de bureaux, le quartier d'usines, le quartier résidentiel, les espaces de détente, le quartier tendance où l'on se divertit, l'endroit où l'on bouffe, l'endroit où l'on bosse, l'endroit où l'on drague, et la bagnole ou le bus pour relier tout cela, sont le résultat d'un travail de mise en forme de la vie qui est le ravage de toute forme de vie. Il a été mené avec méthode, plus d'un siècle durant, par toute une caste d'*organiseurs*, toute une grise armada de managers. On a disséqué la vie et l'homme en un ensemble de besoins, puis on en a organisé la synthèse. Il importe peu que cette synthèse ait pris le nom de « planification socialiste » ou de « marché ». Il importe peu que cela ait abouti à l'échec des villes nouvelles ou au succès des quartiers branchés. Le résultat est le même : désert et anémie existentielle. Il ne reste rien d'une forme de vie une fois qu'on l'a décomposée en organes. De là provient, à l'inverse, la joie palpable qui débordait des places occupées de la Puerta del Sol, de Tahrir, de Gezi ou l'attraction exercée, malgré les infernales boues du bocage nantais, par l'occupation des terres à Notre-Dame-des-Landes. De là la joie qui s'attache à toute *commune*. Soudain, la vie cesse d'être découpée en tronçons connectés. Dormir, se battre, manger, se soigner, faire la fête, conspirer, débattre, relèvent d'un seul mouvement vital. Tout n'est pas *organisé*, tout *s'organise*. La différence est notable. L'un appelle la gestion, l'autre l'attention – dispositions en tout point incompatibles.

Rapportant les soulèvements aymara du début des années 2000 en Bolivie, Raul Zibechi, un activiste uruguayen, écrit : « Dans ces mouvements, l'organisation n'est pas détachée de la vie quotidienne, c'est la vie quotidienne elle-même qui est déployée dans l'action insurrectionnelle. » Il constate que dans les quartiers d'El Alto, en 2003, « un éthos communal a remplacé l'ancien éthos syndical ». Voilà qui éclaire en quoi consiste la lutte contre le pouvoir infrastructurel. Qui dit infrastructure dit que la vie a été détachée de ses conditions. Que l'on a *mis des conditions* à la vie. Que celle-ci dépend de facteurs sur quoi elle n'a plus de prise. Qu'elle a perdu pied. Les infrastructures organisent une vie sans monde, suspendue, sacrificable, à la merci de qui les gère. Le

nihilisme métropolitain n'est qu'une façon bravache de ne pas se l'avouer. à l'inverse, voilà qui éclaire ce qui se cherche dans les expérimentations en cours dans tant de quartiers et de villages du monde entier, et les écueils inévitables. Non un retour à la terre, mais un retour *sur* terre. Ce qui fait la force de frappe des insurrections, leur capacité à durablement ravager l'infrastructure de l'adversaire, c'est justement leur niveau d'auto-organisation de la vie commune. Que l'un des premiers réflexes d'Occupy Wall Street ait été d'aller bloquer le pont de Brooklyn ou que la Commune d'Oakland ait entrepris d'aller paralyser à plusieurs milliers le port de la ville lors de la grève générale du 12 décembre 2011 témoignent du lien intuitif entre auto-organisation et blocage. La fragilité de l'auto-organisation qui s'esquissait à peine dans ces occupations ne devait pas permettre de pousser ces tentatives plus loin. Inversement, les places Tahrir et Taksim sont des nœuds centraux de la circulation automobile du Caire et d'Istanbul. Bloquer ces flux, c'était ouvrir la situation. L'occupation était immédiatement blocage. D'où sa capacité à désarticuler le règne de la normalité dans une métropole tout entière. à un tout autre niveau, il est difficile de ne pas faire le lien entre le fait que les zapatistes se proposent à présent de lier entre elles 29 luttes de défense contre des projets de mines, de routes, de centrales électriques, de barrages impliquant différents peuples indigènes de tout le Mexique, et qu'ils aient eux-mêmes passé les dix dernières années à se doter de tous les moyens possibles de leur autonomie par rapport aux pouvoirs fédéraux comme économiques.

3. Une affiche du mouvement contre le CPE en 2006, en France, disait « C'est par les flux que ce monde se maintient. Bloquons tout ! ». Ce mot d'ordre porté, à l'époque, par une minorité d'un mouvement lui-même minoritaire, même s'il fut « victorieux », a depuis lors connu une fortune notable. En 2009, le mouvement contre la « pwofitasyon » qui a paralysé toute la Guadeloupe l'a appliqué en grand. Puis on a vu la pratique du blocage, lors du mouvement français contre la réforme des retraites à l'automne 2010, devenir la pratique de lutte élémentaire, s'appliquant pareillement à un dépôt de carburant, un centre commercial, une gare ou un site de production. Voilà qui révèle un certain état du monde.

Que le mouvement français contre la réforme des retraites ait eu pour cœur le blocage des raffineries n'est pas un fait politiquement négligeable. Les raffineries furent dès la fin des années 1970 l'avant-garde de ce que l'on appelait alors les « industries de process », les industries « de flux ». On peut dire que le fonctionnement de la raffinerie a servi de modèle à la restructuration de la plupart des usines depuis lors. Au reste, il ne faut plus parler d'usines, mais de *sites*, de sites de production. La différence entre l'usine et le site, c'est qu'une usine est une concentration d'ouvriers, de savoir-faire, de matières premières, de stocks ; un site n'est qu'un nœud sur une carte de flux productifs. Leur seul trait commun étant que ce qui sort de l'une comme de l'autre a subi, au regard de ce qui y est entré, une certaine transformation. La raffinerie est le lieu où s'est renversé en premier le rapport entre travail et production. L'ouvrier, ou plutôt l'opérateur, n'y a pas même pour tâche l'entretien et la réparation des machines, qui sont généralement confiés à des intérimaires, mais simplement de déployer une certaine vigilance autour d'un processus de production totalement automatisé. C'est un voyant qui s'allume et qui ne le devrait pas. C'est un glou-glou anormal dans une canalisation. C'est une fumée qui s'échappe bizarrement, ou qui n'a pas l'allure qu'il faudrait. L'ouvrier de raffinerie est une sorte de vigile des machines, une figure désœuvrée de la concentration nerveuse. Et il en va ainsi, en tendance, de bon nombre des secteurs de l'industrie en Occident désormais. L'ouvrier classique s'assimilait glorieusement au Producteur : ici *le rapport entre travail et production est tout simplement inversé*. Il n'y a de travail que lorsque la production s'arrête, lorsqu'un dysfonctionnement l'entrave et qu'il faut y remédier. Les marxistes peuvent se

rhabiller : le processus de valorisation de la marchandise, de l'extraction à la pompe, coïncide avec le processus de circulation, qui lui-même coïncide avec le processus de production, qui dépend d'ailleurs en temps réel des fluctuations finales du marché. Dire que la valeur de la marchandise cristallise le temps de travail de l'ouvrier fut une opération politique aussi fructueuse que fallacieuse. Dans une raffinerie comme dans toute usine parfaitement automatisée, c'est devenu une marque d'ironie blessante. Donnez encore dix ans à la Chine, dix ans de grèves et de revendications ouvrières, et il en ira de même. On ne tiendra évidemment pas pour négligeable le fait que les ouvriers des raffineries soient de longtemps parmi les mieux payés de l'industrie, et que ce soit dans ce secteur que fut d'abord expérimenté, en France tout au moins, ce que l'on appelle par euphémisme la « fluidification des rapports sociaux », notamment syndicaux.

Lors du mouvement contre la réforme des retraites, la plupart des dépôts de carburant de France ont été bloqués non par leurs quelques ouvriers, mais par des professeurs, des étudiants, des chauffeurs, des cheminots, des postiers, des chômeurs, des lycéens. Cela ne tient pas à ce que ces ouvriers n'en avaient pas le droit. C'est seulement que dans un monde où l'organisation de la production est décentralisée, circulante et largement automatisée, où chaque machine n'est plus qu'un maillon dans un système intégré de machines qui la subsume, où ce système-monde de machines, de machines qui produisent des machines, tend à s'unifier cybernétiquement, chaque flux particulier est un moment de la reproduction d'ensemble de la société du capital. Il n'y a plus de « sphère de la reproduction », de la force de travail ou des rapports sociaux, qui serait distincte de la « sphère de la production ». Cette dernière n'est d'ailleurs plus une sphère, mais plutôt la trame du monde et de tous les rapports. Attaquer physiquement ces flux, en n'importe quel point, c'est donc attaquer politiquement le système dans sa totalité. Si le sujet de la grève était la classe ouvrière, celui du blocage est parfaitement quelconque. C'est n'importe qui, n'importe qui décide de bloquer – et prend ainsi parti contre la présente organisation du monde.

C'est souvent au moment où elles atteignent leur degré de sophistication maximal que les civilisations s'effondrent. Chaque chaîne de production s'allonge jusqu'à un tel niveau de spécialisation pour un tel nombre d'intermédiaires qu'il suffit qu'un seul disparaisse et l'ensemble de la chaîne s'en trouve paralysée, voire détruite. Les usines Honda au Japon ont connu il y a trois ans les plus longues périodes de chômage technique depuis les années 1960, simplement parce que le fournisseur d'une puce particulière avait disparu dans le tremblement de terre de mars 2011, et que nul autre n'était susceptible de la produire.

Dans cette manie de tout bloquer qui accompagne désormais chaque mouvement d'ampleur, il faut lire un retournement net du rapport au temps. Nous regardons l'avenir comme l'Ange de l'Histoire de Walter Benjamin regardait le passé. « Là où nous apparaît une chaîne d'événements, il ne voit, lui, qu'une seule et unique catastrophe, qui sans cesse amoncelle ruines sur ruines et les précipite à ses pieds. » Le temps qui passe n'est plus perçu que comme une lente progression vers une fin probablement épouvantable. Chaque décennie à venir est appréhendée comme un pas de plus vers le chaos climatique dont chacun a bien compris qu'il était la vérité du mièvre « réchauffement climatique ». Les métaux lourds continueront, chaque jour, de s'accumuler dans la chaîne alimentaire, comme s'accumulent les nucléides radioactifs et tant d'autres polluants invisibles mais fatals. Aussi faut-il voir chaque tentative de bloquer le système global, chaque mouvement, chaque révolte, chaque soulèvement, comme une tentative verticale d'*arrêter le temps*, et de bifurquer dans une direction moins fatale.

4. Ce n'est pas la faiblesse des luttes qui explique l'évanouissement de toute perspective révolutionnaire ; c'est l'absence de perspective révolutionnaire crédible qui explique la faiblesse des luttes. Obsédés que nous sommes par une idée politique de la révolution, nous avons négligé sa dimension technique. *Une perspective révolutionnaire ne porte plus sur la réorganisation institutionnelle de la société, mais sur la configuration technique des mondes.* En tant que telle, c'est une ligne tracée dans le présent, non une image flottant dans l'avenir. Si nous voulons recouvrer une perspective, il nous faudra coupler le constat diffus que ce monde ne peut plus durer avec le désir d'en bâtir un meilleur. Car si ce monde se maintient, c'est d'abord par la dépendance matérielle où chacun est, pour sa simple survie, vis-à-vis du bon fonctionnement général de la machine sociale. Il nous faut disposer d'une connaissance technique approfondie de l'organisation de ce monde ; une connaissance qui permette à la fois de mettre hors d'usage les structures dominantes et de nous réserver le temps nécessaire à l'organisation d'un décrochage matériel et politique par rapport au cours général de la catastrophe, décrochage qui ne soit pas hanté par le spectre de la pénurie, par l'urgence de la survie. Pour dire cela platement : tant que nous ne saurons pas comment nous passer des centrales nucléaires et que les démanteler sera un business pour ceux qui les veulent éternelles, aspirer à l'abolition de l'état continuera de faire sourire ; tant que la perspective d'un soulèvement populaire signifiera pénurie certaine de soins, de nourriture ou d'énergie, il n'y aura pas de mouvement de masse décidé. En d'autres termes : il nous faut reprendre un travail méticuleux d'enquête. Il nous faut aller à la rencontre, dans tous les secteurs, sur tous les territoires où nous habitons, de ceux qui disposent des savoirs techniques stratégiques. C'est seulement à partir de là que des mouvements oseront véritablement « tout bloquer ». C'est seulement à partir de là que se libérera la passion de l'expérimentation d'une autre vie, passion technique dans une large mesure qui est comme le retournement de la mise sous dépendance technologique de tous. Ce processus d'accumulation de savoir, d'établissement de complicités en tous domaines, est la condition d'un retour sérieux et massif de la question révolutionnaire.

« Le mouvement ouvrier n'a pas été vaincu par le capitalisme, mais par la démocratie », disait Mario Tronti. Il a aussi été vaincu pour n'avoir pas réussi à s'approprier l'essentiel de la puissance ouvrière. Ce qui fait l'ouvrier, ce n'est pas son exploitation par un patron, qu'il partage avec n'importe quel autre salarié. Ce qui fait positivement l'ouvrier, c'est sa maîtrise technique, incarnée, d'un monde de production particulier. Il y a là une inclination à la fois savante et populaire, une connaissance passionnée qui faisait la richesse propre du monde ouvrier avant que le capital, s'avisant du danger contenu là et non sans avoir préalablement sucé toute cette connaissance, ne décide de faire des ouvriers des opérateurs, des surveillants et des agents d'entretien des machines. Mais même là, la puissance ouvrière demeure : qui sait faire fonctionner un système sait aussi le saboter efficacement. Or nul ne peut individuellement maîtriser l'ensemble des techniques qui permettent au système actuel de se reproduire. Cela, seule une force collective le peut. Construire une force révolutionnaire, aujourd'hui, c'est justement cela : articuler tous les mondes et toutes les techniques révolutionnairement nécessaires, agréger toute l'intelligence technique en une force historique et non en un système de gouvernement.

L'échec du mouvement français de lutte contre la réforme des retraites de l'automne 2010 nous en aura administré l'âpre leçon : si la CGT a eu la haute main sur toute la lutte, c'est en vertu de notre insuffisance *sur ce plan-là*. Il lui aura suffi de faire du blocage des raffineries, secteur où elle est hégémonique, le centre de gravité du mouvement. Il lui était par la suite loisible à tout moment de siffler la fin de partie, en rouvrant les vannes des raffineries et en desserrant ainsi toute pression sur le pays. Ce qui alors a manqué au mouvement, c'est justement une connaissance minimale du

fonctionnement matériel de ce monde, connaissance qui se trouve dispersée entre les mains des ouvriers, concentrée dans le crâne d'œuf de quelques ingénieurs et certainement mise en commun, du côté adverse, dans quelque obscure instance militaire. Si l'on avait su briser l'approvisionnement en lacrymogènes de la police, ou si l'on avait su interrompre une journée la propagande télévisuelle, si l'on avait su priver les autorités d'électricité, on peut être sûr que les choses n'auraient pas ni si piteusement. Il faut au reste considérer que la principale défaite *politique* du mouvement aura été d'abandonner à l'état, sous la forme de réquisitions préfectorales, la prérogative stratégique de déterminer *qui* aurait de l'essence et *qui* en serait privé.

« Si aujourd'hui vous voulez vous débarrasser de quelqu'un, il faut vous en prendre à ses infrastructures », écrit fort justement un universitaire américain. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'armée de l'air américaine n'a cessé de développer l'idée de « guerre infrastructurelle », voyant dans les équipements civils les plus banals les meilleures cibles pour mettre à genoux ses adversaires. Cela explique d'ailleurs que les infrastructures stratégiques de ce monde soient entourées d'un secret grandissant. Pour une force révolutionnaire, il n'y a pas de sens à savoir bloquer l'infrastructure de l'adversaire si elle ne sait pas la faire fonctionner, le cas échéant, à son profit. Savoir détruire le système technologique suppose d'expérimenter et de mettre en œuvre dans le même temps les techniques qui le rendent superflu. Revenir sur terre, c'est, pour commencer, ne plus vivre dans l'ignorance des conditions de notre existence.